

Grèves, manifestations, blocages : tous mobilisés le 10 septembre

Lundi soir, François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service du patronat.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncées par Bayrou c'était sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies sur les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran, Thalès et autres. Sans oublier la goutte d'eau pour faire déborder le vase : l'annonce de ce vol de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaire, gratuit pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation en ramenant tout au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible de grèves, manifestations et blocages. Et c'est toute la politique du patronat, licenciements, blocage des salaires, baisse de l'indemnisation du chômage... qu'il faut mettre en échec.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou avait-il mis son poste en balance que ça s'est mis à frétiller chez les politiciens, à qui pourrait prendre sa place. Tous n'ont à la bouche que les mots de « déficit budgétaire à résorber », « économies pour redresser la France ». À commencer par Olivier Faure, le chef de file du Parti socialiste, qui propose à Macron ses services pour être Premier ministre à la tête d'un gouvernement qui se dirait « de gauche » (mais sans LFI). Il se fait fort, lui, de ne faire que 22 milliards d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos bien-sûr. Et il promet à Macron que son gouvernement ne gouvernerait que

par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus réactionnaire, le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024, voire arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés, pire que Retailleau.

Mais ce serait supercherie aussi de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force, est dans nos mobilisations et nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organisateurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau des directions nationales confédérales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions. Mais on commence par le 10 et on se réunit, on s'organise dans les quartiers et les lieux de travail pour préparer la suite.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale de salaires (au moins 400 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire râver.

Austérité, j'écris ton nom

Cinq milliards d'économies sur la santé et un fonctionnaire sur trois qui ne sera pas remplacé. Voilà tout le bien que nous souhaite le gouvernement. Alors rendons-lui la pareille, le 10 septembre, tous en grève ! Faisons valoir notre voix. Pas d'économie sur la santé, de l'argent, il y en a, dans les poches du patronat !

Place de parking

C'est la rentrée, ce qui veut dire que le temps où il ne faut plus jouer des coudes pour trouver une place pour se garer est bien fini. Pas de panique, la direction va sûrement trouver de nouvelles solutions... aussi efficaces que les précédentes.

Remplaçants désenchantés

Les vacances estivales ont été l'occasion, pour quelques semaines, de rencontrer ceux qui remplacent nos collègues partis en vacances. Une aubaine pour ces jeunes de découvrir le monde du travail : sous-effectif, formation éclair, sécurité aux abonnés absents, de quoi leur donner envie de revenir !

C'est par précaution, on vous dit !

En juillet, la ministre de la Santé a demandé aux ARS de préparer les hôpitaux à un scénario de guerre de haute intensité d'ici mars 2026. Catherine Vautrin, interrogée sur le sujet, déclare que ce sont des mesures de précaution de « routine » et pour « sensibiliser les soignants à la raréfaction des ressources en temps de guerre ». Pour ce qui est du manque de ressource, on connaît ! Nos gouvernements se préparent sérieusement à la guerre. Pour les travailleurs, la seule qui vaille d'être menée, c'est celle contre nos exploiteurs !

Pas d'économies sur nos vies !

La direction, qui fait la sourde oreille sur son projet de passage en 7 h 30, déclare que ce n'est pas pour faire des économies. C'est pourtant elle qui chante sur tous les toits vouloir redresser la situation économique de l'hôpital, alors pouvoir se passer de 60 ETP, pourquoi s'en priverait-elle, elle n'en est pas à son coup d'essai.

À voir

Le directeur général a donné une conférence de presse le 27 août pour annoncer officiellement le rattachement du centre de soins d'Avanne, des Tilleroyes et de Bellevaux au CHU, qui s'appellera désormais CHU Besançon Franche-Comté. Cette fusion, selon le directeur, apportera une « filière

complète de la prise en charge des personnes âgées » avec 700 lits et 800 salariés supplémentaires. Mais ces lits sont déjà occupés. Nous savons à quel point il est déjà difficile de trouver des places en moyen et long séjour. Pas sûr que ce soit plus facile après. Plutôt que d'absorber ce qui existe déjà, ce qu'il faut, c'est créer de nouvelles structures.

Une bonne nouvelle ?

Le directeur, toujours dans sa conférence de presse, explique que « l'embellie observée en 2024 se confirme ». Il pense que le déficit sera un mauvais souvenir dans les années qui viennent. Il promet des investissements dans des équipements biomédicaux et la mise en stage d'ici la fin de l'année des personnes en CDD. De belles paroles, mais les promesses étant ce qu'elles sont, on attend de voir leur réalisation...

Une marche des fiertés de nouveau interdite

La police hongroise a annoncé l'interdiction d'une marche des fiertés prévue le 4 octobre à Pécs, une ville du sud du pays. Cette décision fait suite à l'interdiction de la Budapest Pride en juin dernier par le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán, qui réprime les droits des personnes LGBT+. Plus de 200 000 personnes avaient défié cette décision en participant à la marche. Depuis 2018, Orbán réduit progressivement les droits fondamentaux des minorités sexuelles. Mais ces dernières ne se laissent pas faire, et la manifestation de Pécs est maintenue.

Un policier gifleur et amateur de crachat

Sur des images relayées sur les réseaux sociaux, on peut voir un policier gifler violemment un jeune homme avant de lui cracher dessus quelques instants plus tard. La scène s'est déroulée le 28 août à Saint-Denis. Elle a été filmée et, du coup, le parquet de Bobigny a dû annoncer l'ouverture immédiate d'une enquête pour « violences par personne dépositaire de l'autorité publique ». Un non-lieu en perspective ?

Parlement : les femmes sous-représentées

Sur les quinze principaux partis présents aux élections législatives de 2024, seuls LFI, le PS et Debout la France ont respecté la parité. En queue de peloton, on trouve LR de Retailleau qui n'ont fait figurer qu'un tiers de femmes sur leurs listes. Toujours mieux que l'Union des droites pour la République, d'Éric Ciotti, allié de Le Pen, qui n'en alignait que 17,5 %. Conclusion logique, les femmes ne sont actuellement que 208 à siéger (sur 577) alors qu'elles étaient 215 en 2022 et 224 en 2017. Dans ce domaine aussi la parité n'est pas gagnée.

